

Conseil d'administration

Jeudi 21 mai 2026, de 14h00 à 16h00 en visio-conférence

COMPTE-RENDU

Accueil par le président

- Le président adresse un mot de bienvenue aux administratrices et administrateurs, ainsi qu'aux présidentes et présidents de groupes-pays, dynamiques thématiques et à celles et ceux pour qui la participation est une première suite aux élections municipales
- Il est procédé à un tour de table de présentation des participants
- Le président remercie les administrateurs et administratrices. Il souligne l'engagement de l'association composée d'une équipe de 13 personnes pour faire grandir l'action internationale des collectivités territoriales et le soutien fort du MEAE avec lequel CUF entretient une relation étroite et qualitative

Partie statutaire

1. Adoption de l'ordre du jour du présent CA

Suite au vote, l'ordre du jour du CA est adopté à l'unanimité

2. Adoption du compte-rendu du CA du 11 décembre 2025

Suite au vote, le compte-rendu du précédent CA est adopté

3. Présentation du budget réalisé 2025 pour transmission et vote en assemblée générale

a. Présentation

⇒ *Cf rapport financier*

En l'absence de trésorier, la directrice générale présente le rapport financier de l'année 2025

Cités Unies France clôture son exercice budgétaire pour la 6ème année consécutive avec un résultat excédentaire de + 112 219 €, ce qui permet de reconstituer de manière très significative ses fonds propres, désormais positifs, pour atteindre un niveau de 107 037 €.

Quelques traits saillants sur les ressources :

- Une progression des cotisations pour la troisième année consécutive, (en hausse de plus de 22 000 €), atteignant un niveau proche de 890 000 €;
- Soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, qui demeure central, dont la subvention a été relevée à 400 000 € ;
- La poursuite du dispositif DCOL, dans le cadre de la convention conclue avec l'Agence Française de Développement, pour un montant de 256 300 € en 2025 ;

- La contribution des programmes et dispositifs, comme notamment les fonds de solidarité, qui participent à la diversification et à la consolidation des ressources
- La réussite de la 16^e édition des Rencontres de l'Action Internationale des Collectivités (RAICT);

Quelques traits saillants du côté des dépenses :

La gestion des dépenses s'inscrit dans la continuité des orientations retenues ces dernières années, avec une attention constante portée à optimisation :

- Les frais de déplacements et de séjours poursuivent leur baisse relative (grâce pour une bonne partie d'entre eux à leur prise en charge par les financements de projets) ;
- Les dépenses d'activités demeurent globalement stables, en cohérence avec les ressources affectées ;
- La masse salariale est en diminution, reflet des efforts d'organisation et d'optimisation engagés, rendus possibles grâce à l'implication d'une équipe de taille réduite, dont la mobilisation et la polyvalence permettent de maintenir un niveau d'activité élevé.
- Les frais généraux connaissent une légère augmentation, tout en restant maîtrisés et proportionnés aux besoins de fonctionnement ;

Autres faits marquants de l'exercice

L'année 2025 a également été marquée par :

- La célébration des 50 ans de l'association (dont le Relais de la Coop Dec et la publication de la BD des 50 ans)
- La poursuite des rendez-vous de la diplomatie des territoires ;
- L'achèvement du programme « Clés en main – Récap'Alimentaires » à Madagascar, cofinancé par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et les collectivités territoriales ;
- La poursuite des actions de solidarité en faveur des collectivités étrangères sinistrées dans le cadre de fonds dédiés, (cette année la clôture des fonds Ukraine et Liban ainsi que l'ouverture d'un fonds Viet Nam) ;
- Le maintien de partenariats stratégiques avec Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et PLATFORMA ;
- Le lancement d'une nouvelle activité centrée sur l'intelligence artificielle, dans une logique de modernisation de l'action internationale des collectivités territoriales.

L'exercice 2025 confirme la pertinence des choix stratégiques opérés, qui permettent de maintenir et renforcer la confiance et l'attractivité du réseau de Cités Unies France dans un contexte pourtant complexe.

⇒ Parole à Nathalie Elio, commissaire aux comptes, pour son rapport au CA

⇒ *Cf note de de présentation*

La commissaire aux comptes présenté le rapport d'audit des comptes de Cités Unies France pour 2025, soulignant que l'organisation sort d'une période difficile avec des fonds propres positifs de 107 000 € et le remboursement complet d'un emprunt.

Elle a noté une forte consommation des fonds de solidarité (de 1,28 million € à 813 000 € restants) et une situation de trésorerie qui reste fragile avec seulement 357 000 € disponibles pour un mois et demi d'activité.

La commissaire aux comptes conclu que l'audit a été effectué sans difficulté et qu'elle pourra certifier les comptes, avec deux rapports prévus pour l'assemblée générale.

b. Questions

Antoine Le Solleuz, adjoint au maire de Nancy rappelle le fonctionnement des fonds de solidarité de CUF, basé sur une mise en œuvre pilotée par le comité de donateurs. Les projets qui en découlent donnent lieu à des actions de soutien à la gouvernance territoriale.

⇒ **Suite à la mise au vote, le CA donne son accord à l'unanimité pour transmettre ces documents à l'AG en vue de leur validation, dont la date sera prochainement arrêtée**

4. Présentation du budget prévisionnel 2026, pour transmission et vote en assemblée générale

a. Présentation

En l'absence de trésorier, la prévision budgétaire 2026 est présentée par Virginie Rouquette, directrice générale de CUF

Les perspectives pour l'exercice 2026 s'inscrivent dans un contexte plus incertain, avec un budget prévisionnel faisant apparaître un **résultat déficitaire estimé à -15 626€**.

Du côté des ressources, les produits devraient connaître une légère contraction en 2026 :

- Une baisse anticipée des cotisations, estimées à environ 850 K€, en lien notamment avec le contexte des élections municipales et les éventuels renouvellements d'exécutifs locaux;
- Le maintien de la subvention du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères à hauteur de 400 K€ (à date encore non confirmée);
- La fin du financement du dispositif DCOL dans sa forme actuelle (AFD), avec une reprise partielle (MEAE) à un niveau moindre (à date encore non confirmée) ;
- La participation réduite de PLATFORMA, qui constituait jusqu'à présent un

contributeur significatif aux RAICT (des discussions étant toutefois en cours).

Du côté des dépenses

- Les dépenses devraient rester globalement contenues, avec néanmoins quelques évolutions :
- Des coûts supplémentaires liés à la réforme de la facturation électronique, impliquant notamment la mise en place d'une gestion électronique des documents (GED) ;
- Une stabilité des autres postes de dépenses, tant sur les activités que sur les frais de fonctionnement courant ;
- Une masse salariale peu évolutive ;
- Des frais de déplacements et de séjours maintenus à un niveau comparable aux deux exercices précédents ;

Par ailleurs, des investissements seront engagés afin d'accompagner la modernisation des outils de l'association, en particulier dans la perspective d'intégrer des solutions liées à l'intelligence artificielle. Un diagnostic est actuellement en cours pour en préciser le périmètre. Dans ce cadre, un appui bancaire est en cours de sollicitation afin d'accompagner ces évolutions.

Dans un contexte peu favorable, la vigilance restera de mise notamment sur l'évolution des financements externes et des cotisations, afin de préserver à moyen terme l'équilibre financier et la capacité d'action de l'association. Si toutefois des déséquilibres apparaissaient sur ce plan, des arbitrages stratégiques seraient à prendre sur les activités comme sur l'organisation de l'association

b. Questions

Antoine Le Solleuz, adjoint au maire de Nancy interroge la possibilité d'avoir un appui du fonds de soutien au jumelage annoncé par le ministre. La directrice générale précise que ce fonds est réservé au soutien de projets de comité de jumelage de communes ou interco de petites tailles.

⇒ **Après mise au vote, le CA donne son accord à l'unanimité pour transmettre ces perspectives budgétaires à l'AG (susceptibles d'être ajustées en fonction d'informations nouvelles qui arriveraient d'ici la tenue de l'AG**

Le rapport d'activité été transmis, n'hésitez pas à remonter à la direction toute remarque ou demande d'ajustement dans les prochaines semaines

Antoine Le Solleuz propose de prendre le temps lors d'une prochaine réunion statutaire d'une présentation de l'équipe au CA.

5. Composition du CA et du BE

Les récentes élections municipales ont conduit à des renouvellements au sein des municipalités et EPCI ; nous sommes en train de regarder pour recomposer le BE suite aux départs de certains membres du BE. Notre tour d'horizon n'étant à date pas totalement terminé pour être en capacité de dire combien de places restent vacantes.

En fonction, nous pourrions être amenés à convoquer un nouveau CA pour avancer sur ce sujet.

Partie stratégique et opérationnelle

1. Contexte et enjeux autour de l'AICT

Le président et la directrice générale constatent que le contexte de l'engagement international des collectivités reste complexe en cette année 2026

- Le contexte géopolitique reste complexe, sensible et incertain
- Au niveau national, des restrictions budgétaires significatives :
 - o Des économies lourdes sont demandées aux collectivités territoriales
 - o L'aide publique au développement fortement marquée par des baisses : les organisations de la société civile se retournent d'autant plus facilement vers les collectivités territoriales pour venir les appuyer
- On fait le constat de montée d'idée de replis identitaires

Mais l'AICT toujours plus nécessaire pour soutenir des idées d'ouvertures, de coopération, de paix et de développement. Merci à toutes et tous de votre implication pour faire vivre haut cette voix de la diplomatie des territoires au sein de Cités Unies France

Le Ministre Barrot a une attention particulière sur l'AICT, via notamment la DCTCIV avec qui nous entretenons une collaboration constante et qualitative, même si :

- on peut regretter certaines orientations des appels à projets (lutte contre narco trafic et immigration illégale) ;
- la chute drastique des financements AFD qui a pour impact de menacer l'outil FICOL (le président souhaite rencontrer, peut-être à l'occasion des RAICT le nouveau directeur de l'AFD sur ce sujet)

Ainsi CUF cette année renforce encore ses temps de décryptage (avec notamment le parcours d'immersion), continue d'offrir des temps d'échanges sur les pratiques via les groupes-pays et dynamiques thématiques, maintient son dispositif d'accompagnement sur mesure (DCOL) participe à des temps forts de plaidoyer notamment via CGLU congrès mondial de CGLU en juin à Tanger

Vos remarques sont les bienvenues, d'une part pour échanger sur nos témoignages mais aussi en termes d'attentes que cela peut générer et que nous pourrions explorer au sein de CUF

Lucien Bruneau, directeur des relations internationales à Bordeaux, souligne son inquiétude sur la poursuite du projet FICOL autour du projet de centre d'interprétation à Lima

2. Réflexion sur les groupes-pays et dynamiques thématiques

Le président rappelle que les groupes-pays et dynamiques thématiques sont au cœur de l'action de CUF. Le contexte géopolitique a amené à des évolutions (Mali, Burkina Faso, Niger, Russie sont en veille), ce qui pose la question du suivi de nouvelles géographies.

Nous sommes interpellés sur ce sujet notamment par le Togo, mais aussi Bénin.

Le même type de réflexion se pose sur les dynamiques géographiques : aujourd'hui au nombre de 5 à CUF (Jeunesse & ECSI, climat, crises et réhabilitations, genre et développement économique)

Sur chacun de ces sujets, il n'est pas dit que nous ayons une mobilisation sans fin, et il est important d'interroger nos choix stratégiques sur ce sujet ; le CA est invité également à alimenter cette réflexion.

Il est rappelé que pour créer un groupe-pays il faut à la fois un intérêt identifié du réseau de CUF, que nos moyens financiers et humains le permettent (et une concertation stratégique et positive avec le MEAE est un atout)

Les groupes de travail sont présidés avec brio par des élues et élus de notre réseau. Le président et la directrice les remercient leur engagement.

3. Activités phares de l'association en cours et à venir :

a. Le parcours d'immersion

Près de 40 élus se sont inscrits pour composer la première promotion du parcours d'immersion « diplomates du territoire ». Nous nous réjouissons du succès de cette initiative et de la mobilisation de plusieurs administrateurs.

A noter : le prochain RDV est 29 mai, au Sénat où nous serons très heureux de vous accueillir. Près de 80 inscrits, autour d'un programme en 3 temps intégralement dédié à la coopération décentralisée

b. Les Rencontres de l'Action internationale des collectivités territoriales

RDV les 8 et 9 juillet prochain à Paris, aux salons des arts et métiers (Paris Iena) pour 1.5 journée pour échanger. Cette année, le fil rouge : les incidences du nouvel ordre mondial sur l'AICT. De nombreux invités de marque ont déjà confirmé leur participation. Le Sénégal est présent pour être pays à l'honneur même si nous constatons quelques hésitations de leur part actuellement.

Le second comité de pilotage des Rencontres est programmé ce jour (21 mai) à 16h30

c. Des Assises de la coopération décentralisée

- a. Assises de la coopération décentralisée franco-japonaises à Cannes, les 21 et 24 octobre 2026. Merci à la ville de Cannes, qui accueille l'événement et à la ville d'Aix en Provence (Karima Zerjani Raynal) qui préside le groupe-pays Japon
- b. Assises de la coopération décentralisée franco-marocaines en Centre Val de Loire, les 1^{er} et 2 décembre à Tours. Merci au président François Bonneau de sa mobilisation sur l'organisation de cet événement en sa qualité de président du groupe-pays Maroc

Mais d'autres initiatives : parole à Virginie

- La vague thématique sur l'eau : pendant un an, CUF déploie un programme dédié aux enjeux de l'eau et de l'assainissement dans la coopération décentralisée. EN partenariat avec les agences de l'eau, le programme solidarité Eau... plusieurs sessions sont programmées pour renforcer et valoriser votre engagement sur ces sujets
- La publication sur l'éducation citoyenne à la solidarité internationale : dimension importante de votre AICT, CUF avec le soutien de Platforma et de la DCTCIV proposera bientôt un guide résultant d'une étude sur l'ECSI dans l'AICT. Elle sera présentée à l'occasion des RAICT.
- Le conseil mondial de CGLU ; organisation internationale des collectivités, Cités et Gouvernements Unis organise son congrès mondial du 22 au 25 juin. Les collectivités membres de CUF sont automatiquement membres du CGLU. CUF coordonne la délégation française. N'hésitez pas à revenir vers l'équipe pour en savoir davantage et vous impliquer que nous soyez membre du conseil mondial ou pas. Le président souligne l'importance de l'implication dans cette instance pour maintenir une présence vivante des valeurs françaises et européennes, alors que celles-ci connaissent un affaiblissement dans les instances multilatérales.